



Communiqué de presse

9^e sondage Alimentation et activité physique

Zurich, le 13 juin 2022

La sécurité prend le pas sur la réalisation de soi dans les questions d'alimentation

La pandémie et la guerre en Ukraine influent sur l'opinion pour les questions touchant à l'alimentation et l'activité physique. Une plus grande sensibilité aux besoins fondamentaux semble repousser les aspects de réalisation de soi au second plan. Les interventions de l'État dans les questions d'alimentation, à l'image d'un impôt sur les denrées contenant du sucre, restent cependant soutenues par une minorité. On observe un désintérêt profond pour les questions touchant à l'alimentation chez les jeunes personnes en âge de voter. Tels sont les principaux constats du sondage représentatif Alimentation et activité physique 2022 de gfs.bern.

La sécurité et le coût prennent le pas sur la réalisation de soi

Jusqu'à la fin des années 2010, l'alimentation et l'activité physique allaient souvent de pair avec des aspects touchant à la réalisation et à la mise en scène de soi. Il se pourrait que ce soit une manifestation liée aux années de prospérité. Ces temps d'insouciance semblent aujourd'hui passés. L'attention se reporte sur les besoins fondamentaux. Avec la pandémie et la guerre en Ukraine, les considérations liées à la sécurité et au coût reviennent sur le devant de la scène. Les réserves des ménages prennent une nouvelle dimension. 54 % des personnes en âge de voter en Suisse déclarent en avoir constitué. Ce sont surtout les vieilles générations qui veulent ainsi se prémunir contre une éventuelle pénurie.

Plus on monte en âge, plus le besoin de sécurité est grand

78 % des votants aspirent à une Suisse qui ne dépende pas des importations pour les denrées alimentaires. 70 % sont disposés à payer plus pour de la production suisse. Mais le tableau n'est pas uniforme selon les générations. Plus on monte en âge, plus grand est le besoin de sécurité, moins grande est la sensibilité au prix et plus grande est la sensibilité au lien entre durabilité et alimentation. Les générations plus âgées ont aussi une représentation claire de la manière dont elles veulent faire face à l'insécurité croissante. La génération Z (années 1995 à 2009) n'a pas de stratégie claire de ce point de vue. Elle trouve que les réserves des ménages sont inutiles et n'est pas disposée à payer davantage pour des produits locaux. En même temps, elle souhaite néanmoins de l'indépendance par rapport à l'étranger.

La génération Z s'intéresse peu aux questions d'alimentation

Plus de trois quarts des votants s'intéressent aux questions touchant à l'alimentation et l'activité physique. 77 % des femmes estiment être bien informées sur la thématique de l'alimentation, contre 61 % chez les hommes. L'intérêt et le niveau d'information concernant les questions liées à l'alimentation et à l'activité physique sont toutefois en baisse. La tendance va clairement en



direction de compétences alimentaires moins profondément ancrées. Par exemple, la part des personnes qui mangent plusieurs rations quotidiennes de légumes, de salade ou de fruits est en fort recul. En 2022, 32 % des personnes interrogées déclarent manger trois portions ou plus de légumes, de salade ou de fruits par jour, contre 60 % en 2014. Cette tendance est alimentée par un désintérêt fondamental des jeunes générations, qui estiment par ailleurs aussi que la prévention et la sensibilisation ainsi que les cours de diététique sont moins importants. Ce constat montre que l'éducation des jeunes a besoin d'un nouvel élan.

Qui dit alimentation, dit responsabilité individuelle

La population reste en revanche ferme dans son aspiration à une société dans laquelle les citoyens ont le dernier mot. La responsabilité individuelle passe avant les interventions de l'État, et l'information et la sensibilisation priment les impôts et les interdictions légales. Ce tableau général présente une belle constance dans le sondage au fil des années.

Du point de vue des personnes interrogées, ce sont les consommatrices et les consommateurs ainsi que leur environnement qui apportent la plus grosse contribution à une alimentation équilibrée et une activité physique suffisante. La contribution des producteurs de denrées alimentaires et du secteur des boissons est jugée beaucoup plus importante que par le passé. Les écoles arrivent à un nouveau plus bas dans ce classement. Il est frappant de constater que les plus jeunes, pour qui la scolarité est encore fraîche, sont la génération qui se montre la plus critique vis-à-vis de la contribution des écoles.

Seulement 4 % des votants vont faire régulièrement leurs achats à l'étranger

Bien que les personnes interrogées montrent une forte préférence pour l'indépendance et la sécurité d'approvisionnement, les Suisses dépensent chaque année environ 10 milliards de francs en achats à l'étranger. C'est plus d'argent que la Confédération dépense pour la défense nationale ou l'agriculture. Ce genre de comparaison ne semble pourtant pas toucher sa cible. Il manque manifestement pour cela un rapport direct ou un caractère d'urgence.

Du point de vue économique, le tourisme d'achat reste un phénomène important. Cela dit, seuls 4 % des personnes en âge de voter vont régulièrement faire leurs emplettes à l'étranger. Les personnes disposant d'un bas revenu et habitant près de la frontière le font pour des raisons bien compréhensibles. Environ un tiers des votants plaident pour des règles plus sévères pour l'importation de marchandises. Et deux tiers estiment que les règles doivent rester les mêmes, voire être assouplies.

Dans les années de crise, les interventions de l'État sont mieux acceptées

L'idée d'un impôt sur le sucre pour agir sur la consommation continue de ne réunir qu'une petite minorité de partisans (25 %). Les rapports de majorité sont constants depuis des années sur cette question. L'adhésion est particulièrement faible en Suisse alémanique (seulement 17 %), contre respectivement 47 % et 45 % en Suisse romande et au Tessin. 78 % des personnes en âge de voter estiment qu'un impôt sur le sucre est injuste, car il frappe plus durement les plus pauvres. Plus de trois quarts estiment qu'on ne peut pas changer les habitudes alimentaires à coup



GROUPE D'INFORMATION BOISSONS RAFRAÎCHISSANTES

d'impôts. L'affirmation selon laquelle l'offre en boissons sans sucre ou à teneur réduite en sucre est suffisante recueille l'assentiment de 81 % des personnes interrogées.

Les interventions comme une surtaxe sur les denrées alimentaires contenant du sucre, de la graisse et du sel ou une interdiction générale de denrées réputées malsaines ne sont pas non plus aptes à réunir une majorité (respectivement 27 % et 28 % d'avis favorables). On observe toutefois un glissement vers une plus grande ouverture aux mesures étatiques ces dernières années. On constate même que les mesures prises dans le cadre de la pandémie ont instauré une certaine normalité dans ce sens. Ce glissement devrait se poursuivre compte tenu des crises que nous traversons.

Le 9^e sondage Alimentation et activité physique a été réalisé par gfs.bern pour le Groupe d'information Boissons rafraîchissantes sous la forme d'une enquête représentative auprès de quelque 1000 personnes en âge de voter en Suisse.

Renseignements :

Marcel Kreber, secrétaire : 079 650 48 73

David Arnold, responsable communication : 044 221 21 85

Cloé Jans, directrice des activités opérationnelles et porte-parole de gfs.bern : 079 646 87 63

Le « groupe d'information Boissons rafraîchissantes : vivre activement et boire de manière responsable » est un groupe indépendant axé sur le dialogue et composé de représentants des producteurs de boissons rafraîchissantes et de personnalités politiques nationales. Il a été fondé en 2013 à l'initiative des producteurs de boissons rafraîchissantes.

Pour de plus amples informations : www.gi-boissons-rafraichissantes.ch | Twitter : @info_IGEG